



CHAPITRE 80

Loi constituant en corporation La Société
d'assurance des Caisses Populaires

[Sanctionnée le 3 juin 1944]

CHAPTER 80

An Act to incorporate La Société d'assu-
rance des Caisses Populaires

[Assented to, the 3rd of June, 1944]

Préam-
bule.

ATTENDU que J. Abel Marion, prési-
dent de l'Union Catholique des Cultiv-
vateurs, de Ste-Edwidge, Compton; J.
A. Plourde, notaire, de St-Jérôme, Lac
St-Jean; Emile Gagnon, notaire, du Bic,
Rimouski; Laurent Létourneau, gérant de
l'Union Régionale des Caisses Populaires
Desjardins des Trois-Rivières, Trois-Ri-
vières; Samuel Audette, vice-président
de l'Union Catholique des Cultivateurs,
de Landrienne, Abitibi; Jean-Marie Ga-
gnon, gérant de la Caisse Populaire de
Lévis, Lévis; Albert Côté, gérant de la
Caisse Populaire de St-Sauveur, Québec;
Victor Falardeau, gérant de la Caisse Po-
pulaire de Hull, Hull; Maurice Daigle,
gérant de la Caisse Populaire de St-Ro-
muald, Lévis, ont par leur pétition repré-
senté ce qui suit:

1. Qu'il est urgent de créer une corpo-
ration d'assurance mutuelle dans le but
de promouvoir et de sauvegarder les inté-
rêts généraux des coopérateurs et des
sociétaires des caisses populaires dites
Desjardins constituées en corporation, en
vertu des dispositions de la Loi des syn-
dicats coopératifs de Québec;

2. Que la création de cette corporation
rendrait d'inappréciables services aux
coopérateurs, aux sociétaires des caisses
populaires et auxdites caisses elles-mêmes;

3. Que les personnes ci-dessus nommées
demandent la création d'une corporation
d'assurance mutuelle; et

WHEREAS J. Abel Marion, president Preamble
of the Union Catholique des Cultiva-
vateurs, of St. Edwidge, Compton; J. A.
Plourde, notary, of St. Jérôme, Lake St.
John; Emile Gagnon, notary, of Bic, Ri-
mouski; Laurent Létourneau, manager of
the Union Régionale des Caisses Populai-
res Desjardins des Trois-Rivières, Trois-
Rivières; Samuel Audette, vice-president
of the Union Catholique des Cultivateurs,
of Landrienne, Abitibi; Jean-Marie Ga-
gnon, manager of the Caisse Populaire de
Lévis, Lévis; Albert Côté, manager of the
Caisse Populaire de St-Sauveur, Quebec;
Victor Falardeau, manager of the Caisse
Populaire de Hull, Hull; and Maurice
Daigle, manager of the Caisse Populaire
de St-Romuald, Levis, have by their peti-
tion represented as follows:

1. That the creation of a mutual insur-
ance corporation is a matter of urgency in
order to promote and safeguard the gener-
al interests of co-operators and members
of credit unions (*Caisses Populaires dites
Desjardins*) incorporated under the Que-
bec Cooperative Syndicates Act;

2. That the creation of such corpora-
tion would be of inestimable service to co-
operators and members of credit unions
and to the said credit unions themselves;

3. That the persons above named pray
for the creation of a mutual insurance
corporation; and

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la requête des personnes ci-dessus nommées;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Corporation constituée.

1. J. Abel Marion, président de l'Union Catholique des Cultivateurs, de Ste-Edwidge, Compton; J. A. Plourde, notaire, de St-Jérôme, Lac St-Jean; Emile Gagnon, notaire, du Bic, Rimouski; Laurent Létourneau, gérant de l'Union Régionale des Caisses Populaires Desjardins des Trois-Rivières, Trois-Rivières; Samuel Audette, vice-président de l'Union Catholique des Cultivateurs, de Landrienne, Abitibi; Jean-Marie Gagnon, gérant de la Caisse Populaire de Lévis, Lévis; Albert Côté, gérant de la Caisse Populaire de St-Sauveur, Québec; Victor Falardeau, gérant de la Caisse Populaire de Hull, Hull; Maurice Daigle, gérant de la Caisse Populaire de St-Romuald, Lévis; tous requérants, ainsi que toutes les personnes qui se joindront à eux en conformité de l'article 8 de la présente loi, sont constitués en corporation sous le nom de "La Société d'assurance des Caisses Populaires".

Nom.

Directeurs provisoires.

2. Les personnes ci-dessus nommées sont les directeurs provisoires de la corporation, et elles demeureront en fonctions jusqu'à ce qu'elles soient remplacées conformément aux dispositions de l'article 6 de la présente loi.

Quorum.

Sept directeurs provisoires forment le quorum.

Objets.

3. La corporation est une société sans capital-actions, ayant pour objet la réalisation d'opérations d'assurance mutuelle.

Siège social.

Elle a son siège social à Lévis.

S. R., c. 299, applicable.

4. La corporation est soumise aux dispositions de la Loi des assurances de Québec (Statuts refondus 1941, chapitre 299), sauf dans la mesure où les dispositions de la présente loi y dérogent ou y sont incompatibles.

Pouvoir de faire opérations d'assurance.

5. 1. La corporation a le pouvoir de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance terrestres et maritimes rela-

Whereas it is expedient to grant the petition of the persons above named;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. J. Abel Marion, president of the Union Catholique des Cultivateurs, of St. Edwidge, Compton; J. A. Plourde, notary, of St. Jérôme, Lake St. John; Emile Gagnon, notary, of Bic, Rimouski; Laurent Létourneau, manager of the Union Régionale des Caisses Populaires Desjardins des Trois-Rivières, Trois-Rivières; Samuel Audette, vice-president of the Union Catholique des Cultivateurs, of Landrienne, Abitibi; Jean-Marie Gagnon, manager of the Caisse Populaire de Lévis, Lévis; Albert Côté, manager of the Caisse Populaire de St-Sauveur, Quebec; Victor Falardeau, manager of the Caisse Populaire de Hull, Hull, and Maurice Daigle, manager of the Caisse Populaire de St-Romuald, Lévis, all petitioners, and all persons who may join with them in accordance with section 8 of this act, are constituted a corporation under the name of "La Société d'assurance des Caisses Populaires".

Incorporation.

2. The above-named persons shall be the provisional directors of the corporation and shall remain in office until replaced in accordance with the provisions of section 6 of this act.

Provisional directors.

Seven provisional directors shall constitute a quorum.

Quorum.

3. The corporation shall be an association without share-capital, its purpose being the carrying on of a mutual insurance business.

Objects.

Its corporate seat shall be at Lévis.

Corporate seat.

4. The corporation shall be governed by the provisions of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes, 1941, chapter 299), except in so far as the provisions of the present act derogate therefrom or are inconsistent therewith.

R. S., c. 299, applicable.

5. 1. The corporation shall have power to effect land and maritime insurance and reinsurance respecting property, civil re-

Power as to insurance.

tives aux biens, à la responsabilité civile et aux personnes, sauf l'assurance sur la vie.

Cautionnements et garanties.

2. La corporation a le pouvoir de se porter caution en justice, de souscrire des cautionnements et de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance de garantie.

Genres d'assurance autorisés.

3. Sans restreindre la portée des pouvoirs ci-dessus énoncés, la corporation a plus spécialement le pouvoir de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance relatives aux catégories suivantes:

a) Contre l'incendie, la foudre et l'explosion;

b) Contre les dommages à l'automobile ou sa perte ainsi que contre tous dommages aux biens ou aux personnes résultant d'accidents d'automobiles;

c) Contre la maladie, les accidents et la mortalité du bétail, des animaux domestiques et des abeilles;

d) Contre les vents, ouragans, cyclones, tornades, grêle, crue des eaux, tremblements de terre, et intempéries de toute nature;

e) Contre le vol avec ou sans effraction et le vol à main armée;

f) Contre le bris de glace;

g) Contre les dommages aux machines électriques ou agricoles;

h) Contre les périls de la navigation intérieure ou maritime et du transport intérieur;

i) Contre les accidents du travail;

j) Contre le faux;

k) Contre les pertes de crédit, profit ou loyer.

Assurance moyennant billet de dépôt.

4. La corporation peut assurer moyennant billet de dépôt, suivant les dispositions de la section XIX de la Loi des assurances de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 299), toutes sortes de biens contre les pertes ou dommages causés par l'incendie ou la foudre ou autres risques généralement couverts concurremment avec l'incendie et par le même contrat.

Comptes distincts.

5. La corporation doit tenir des comptes distincts des opérations d'assurance moyennant billet de dépôt, et l'assuré moyennant billet de dépôt n'est responsable que des pertes et dépenses encourues à raison de ce genre d'opérations.

sponsibility and persons, except life insurance.

2. The corporation shall have power to become judicial surety, to give security and to effect guarantee insurance and reinsurance. Suretyship and guarantee.

3. Without restricting the scope of the powers above stated, the corporation shall, more particularly, have power to effect insurance and reinsurance respecting the following categories: Kinds of insurance permitted

a. Against fire, lightning and explosion;

b. Against damage to or loss of automobiles, as well as against damage to property or persons resulting from automobile accidents;

c. Against sickness, accident and death of cattle, domestic animals and bees;

d. Against wind, hurricane, cyclone, tornado, hail, flood, earthquake and any kind of inclement weather;

e. Against theft, burglary or house-breaking and robbery;

f. Plate-glass insurance;

g. Against damage to electric or agricultural machinery;

h. Against the perils of inland or maritime navigation and inland transportation;

i. Workmen's compensation insurance;

j. Against forgery;

k. Against loss of credit, profits or rents.

4. The corporation may insure by means of deposit notes, pursuant to the provisions of division XIX of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes, 1941, chapter 299), any kind of property against loss or damage by fire or lightning or other risks generally covered concurrently with fire and by the same contract. Insurance by deposit notes.

5. The corporation shall keep separate accounts for insurance effected by means of deposit notes, and the insured by means of deposit notes is responsible only for the losses and expenses incurred by reason of this kind of operations. Separate accounts.

Première
assemblée
générale.

6. 1. La première assemblée générale de la corporation aura lieu au cours de l'année suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, à la date et au lieu que fixeront les directeurs provisoires.

Assemblée
générale
annuelle.

2. L'assemblée générale des membres élit les directeurs. Elle a lieu chaque année au lieu et à la date fixés par les règlements de la corporation. Les membres sont convoqués à l'assemblée générale annuelle ou à une assemblée générale spéciale pour les raisons et suivant les formalités prévues dans les règlements de la corporation. Le vote se prend par tête à la majorité des membres présents.

Vote.

Direc-
teurs.

7. Le nombre des directeurs n'est pas moindre que neuf et ne peut excéder quinze. Seul un membre de la corporation peut être directeur.

Membres.

8. Toute personne qui a fait à la corporation une demande d'assurance à raison de laquelle une police a été émise, ou qui est partie à un contrat de cautionnement avec la corporation, en est membre tant que cette police ou ce contrat est en vigueur.

Fonds de
réserve.

9. 1. La corporation préalablement à l'émission de son permis initial par le trésorier de la province, devra posséder en pleine propriété un fonds de réserve d'au moins vingt-cinq mille dollars.

Contribu-
tions des
caisses po-
pulaires.

2. Pour les fins de ses opérations, et pour se créer un fonds de réserve, la corporation est autorisée à recevoir les contributions d'au moins trois caisses populaires dites Desjardins organisées en vertu de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 290). Le bureau de direction de chaque caisse populaire détermine le montant de sa contribution qui ne doit pas excéder vingt pour-cent de son avoir propre.

Rembour-
sement et
intérêt.

3. La corporation, à même ses bénéfices, pourra faire, aux caisses qui auront ainsi contribué, les remboursement et paiement suivants:

a) Le remboursement des contributions ci-dessus par versements annuels n'excédant pas trente-trois et un tiers pour cent des bénéfices de la corporation, proportionnellement aux contributions con-

6. 1. The first general meeting of the corporation shall be held within one year after the coming into force of this act, at such time and place as the provisional directors shall fix.

First
general
meeting.

2. The general meeting of the members shall elect the directors. A general meeting shall be held every year at the place and date fixed by the by-laws of the corporation. The members shall be called to the annual general meeting or to a special general meeting for the reasons and pursuant to the formalities contemplated in the by-laws of the corporation. Voting shall be by heads and by majority decision of the members present.

General
meetings.

Voting.

7. The number of directors shall not be less than nine and shall not exceed fifteen. Only members of the corporation may be directors.

Directors.

8. Every person who has made an application for insurance to the corporation upon which a policy has been issued, or who is a party to a contract of suretyship with the corporation, shall be a member thereof while and as long as such policy or contract is in force.

Members.

9. 1. The corporation must, prior to the issuing of its first license by the Provincial Treasurer, hold in full ownership a reserve fund of at least twenty-five thousand dollars.

Reserve
fund.

2. For the purposes of its operations, and in order to provide itself with a reserve fund, the corporation is authorized to receive contributions from at least three credit unions (*Caisses Populaires dites Desjardins*), organized under the Quebec Co-operative Syndicates Act (Revised Statutes, 1941, chapter 290). The board of directors of each credit union shall fix the amount of its contribution which must not exceed twenty per cent of its own assets.

Contribu-
tions from
credit
unions.

3. The corporation may, out of its profits, make the following reimbursement and payment to the credit unions which shall have so contributed;

Reim-
bursement
and in-
terest

a. Reimbursement of the above contributions by annual instalments not exceeding thirty-three and one-third per cent of the corporation's profits, proportionally to the contributions made by

senties par chaque caisse, avec l'approbation préalable du surintendant des assurances;

b) Le paiement d'un intérêt n'excédant pas cinq pour cent par an sur le solde des contributions ci-dessus, mais cet intérêt n'arrêrera pas.

Droits des caisses populaires.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 6 et des articles 7 et 8 de la présente loi, tant que les contributions ci-dessus prévues n'auront pas été remboursées, lesdites caisses seront considérées comme membres de la corporation; aux assemblées générales, les délégués de telles caisses auront un vote par mille dollars ou fraction de mille dollars de contributions non-remboursées et ils éliront parmi eux trois directeurs de la corporation.

Dépôt des fonds.

10. Les fonds d'assurance de la corporation peuvent être mis en dépôt à toute caisse populaire dite Desjardins constituée en conformité des dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec, (Statuts refondus, 1941, chapitre 290).

S. R., c. 299, a. 38, remp. pour la corp.

11. L'article 38 de la Loi des assurances de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 299) est remplacé pour la corporation par le suivant:

Fonds de réserve.

"38. 1. Les directeurs de la corporation, peuvent, en établissant les cotisations, pourvoir à la création et au maintien d'un capital de garantie ou fonds de réserve qui se compose de toutes les sommes restant en la possession de la corporation à la fin de chaque année après paiement de ses dépenses ordinaires et de ses pertes, et dont l'objet est de rendre les cotisations plus uniformes, et d'aider les membres dans les années marquées par de lourdes pertes.

Administration du fonds.

2. Ce fonds doit être administré par les directeurs de la manière qu'ils jugent la plus avantageuse à la corporation, mais quant aux opérations moyennant billet de dépôt la cotisation annuelle pour l'établissement de ce fonds ne doit en aucun temps excéder dix pour cent des billets de dépôt.

Réserve minimum.

3. Le fonds de réserve de la corporation ne devra jamais être inférieur à dix mille dollars.

each credit union, with the previous approval of the Superintendent of Insurance;

b. Payment of interest not exceeding five per cent per annum on the balance of the above contributions, but arrears of such interest shall not accumulate.

4. Notwithstanding the provisions of subsection 2 of section 6 and those of sections 7 and 8 of this act, as long as the contributions hereinabove contemplated shall not have been repaid, the said credit unions shall be considered as members of the corporation; at general meetings, the delegates of the said credit unions shall have one vote for each one thousand dollars or fraction of one thousand dollars of non-reimbursed contributions and shall elect from among themselves three directors of the corporation.

Rights of credit unions.

10. The insurance funds of the corporation may be placed on deposit in any credit union dite Desjardins constituted in conformity with the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act (Revised Statutes, 1941, chapter 290).

Deposit of insurance funds.

11. Section 38 of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes, 1941, chapter 299) is replaced, for the corporation, by the following:

R. S., c. 299, s. 38, replaced for corporation.

"38. 1. The directors of the corporation may, in fixing the assessments, provide for the creation and maintenance of a guarantee capital or reserve fund made up of all the sums remaining in the possession of the corporation at the end of each year, after payment of its ordinary expenses and losses, and the object whereof shall be to make the assessments more uniform and to help the members in years when the losses are heavy.

Reserve fund.

2. Such fund shall be managed by the directors in such manner as they may deem most advantageous to the corporation, but, in the case of insurance by means of deposit notes, the yearly assessment for such fund shall not, at any time, exceed ten per cent of the amount of the deposit notes.

Management of fund.

Assessment on deposit notes.

3. The reserve fund of the corporation must never be less than ten thousand dollars.

Minimum reserve.

Droits des membres au cas de liquidation.

4. En cas de liquidation, les membres de la corporation et les détenteurs de polices expirées ou annulées pendant les cinq années antérieures à telle liquidation, ont droit de recevoir leur part proportionnelle du fonds de réserve. Dans aucun autre cas un membre ou un détenteur d'une police expirée ou annulée ne peut réclamer une part quelconque de ce fonds de réserve."

S. R., c. 299, a. 194, remp. pour la corp.

12. L'article 194 de la Loi des assurances de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 299) est remplacé, pour la corporation, par le suivant:

Annulation de polices.

"**194.** Un membre peut en tout temps annuler sa police suivant les termes et conditions y mentionnés. Toutefois, s'il s'agit d'une police émise moyennant billet de dépôt, il peut l'annuler aux termes et conditions déterminés par l'article 200."

S. R., c. 299, a. 200, am. pour la corp.

13. Le paragraphe 1 de l'article 200 de la Loi des assurances de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 299) est remplacé pour la corporation par le suivant:

Annulation de polices.

"**200.** 1. Il est facultatif à la corporation d'annuler toute police suivant les termes et conditions y mentionnés en donnant à cette fin à l'assuré un avis écrit transmis par lettre recommandée."

S. R., c. 299, a. 201, remp. pour la corp.

14. L'article 201 de la Loi des assurances de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 299) est remplacé pour la corporation par le suivant:

Remise du billet de dépôt.

"**201.** Lorsqu'une police émise moyennant billet de dépôt expire ou est annulée et lorsque l'assuré a payé ses redevances à la corporation, son billet de dépôt lui est remis."

S. R., c. 299, aa. 24-37, 39, 178, 179, 181, 183, 184, 189, 193, 198, non applicables.

15. Les articles suivants de la Loi des assurances de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 299) ne s'appliquent pas à la corporation: 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 39, 178, 179, 181, 183, 184, 189, 190, 191, 192, 193 et 198.

Entrée en vigueur.

16. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4. In case of liquidation, the members of the corporation and the holders of policies which have expired or been annulled during the five years preceding such liquidation shall be entitled to receive their proportional share of the reserve fund. In no other case may a member or a holder of a policy which has expired or been annulled claim any part whatever of such reserve fund."

Rights of members in case of liquidation.

12. Section 194 of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes, 1941, chapter 299) is replaced, for the corporation, by the following:

R. S., c. 299, s. 194, replaced for corporation.

"**194.** A member may at any time cancel his policy in accordance with the terms and conditions therein mentioned. Nevertheless, in the case of a policy issued upon a deposit note, he may cancel it upon the terms and conditions fixed by section 200."

Cancellation of policy.

13. Subsection 1 of section 200 of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes, 1941, chapter 299) is replaced, for the corporation, by the following:

R. S., c. 299, s. 200, am. for corporation.

"**200.** 1. The corporation may cancel any policy, in accordance with the terms and conditions therein mentioned, by giving to the insured notice in writing to that effect, transmitted by registered letter."

Cancellation of policy.

14. Section 201 of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes, 1941, chapter 299) is replaced, for the corporation, by the following:

R. S., c. 299, s. 201, replaced for corporation.

"**201.** When a policy issued upon a deposit note has expired or has been annulled, and when the insured has paid his dues to the corporation, his deposit note shall be returned to him."

Deposit note returned.

15. Sections 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 39, 178, 179, 181, 183, 184, 189, 190, 191, 192, 193 and 198 of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes, 1941, chapter 299) shall not apply to the corporation.

R. S., c. 299, ss. 24-37, 39, 178, 179, 181, 183, 184, 189, 193, 198, not applicable.

16. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.